

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 Avignon

Avignon, le 05/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ROSSI

80 CHEMIN de BEAUCHAMP
84170 Monteux

Références :D-00762-2024/LRAR N°1A 214 145 3252 9
Code AIOT : 0006400546

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/10/2024 dans l'établissement ROSSI implanté 80 ZI de Beauchamp 84170 Monteux. L'inspection a été annoncée le 07/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROSSI
- 80 ZI de Beauchamp 84170 Monteux
- Code AIOT : 0006400546
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ROSSI, dont le siège social est situé au 80 Chemin de Beauchamp 84 170 MONTEUX, exploite une installation de recyclage et récupération de déchets ferreux et non ferreux, ainsi qu'un centre VHU et broyeur agréé.

Les activités exercées relèvent de l'autorisation au titre des rubriques 3532, 2712-2, 2713-1, 2717-2, 2718-1, 2790-1-b, 2791-1 et de l'enregistrement au titre des rubriques 2710-2-b, et 2712-1-b de la nomenclature des ICPE.

Les activités du site sont autorisées par arrêté préfectoral du 03 avril 2002 modifié.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Documents de l'installation.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Demande d'action corrective	2 mois
5	Moyens d'intervention en cas d'accident.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande d'action corrective	2 mois
6	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Localisation des risques.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
2	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
4	Moyens d'intervention en cas d'accident.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet
7	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de cette visite, l'inspection a pu constater que l'exploitant a bien connaissance du risque incendie en fonction des différentes activités sur son site. Il dispose de plans, de procédures et de consignes inhérents à la gestion incendie de son site mais également inhérents aux équipements et moyens de lutte contre l'incendie. Toutefois, quelques actions correctives sont attendues (plan d'implantation des caméras couplées à de la détection thermique, procédure de gestion des défaillances à formaliser et plan de défense incendie à compléter).

2-4) Fiches de constats

Point d'attention : les informations disponibles dans la partie Constats sont le reflet d'une vérification des installations dite « par sondage ».

N° 1 : Localisation des risques.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci.</p> <p>Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
Constats : <p>L'exploitant dispose de différents plans selon la thématique (réseau électrique, plan du parc, zones danger et ATEX, etc.). Le plan dénommé « Plan du parc » (document CONS 43 B, mis à jour le 10/10/2024) a été présenté par l'exploitant. Ce plan, qui représente les différentes zones de travail du site ainsi que les différents déchets stockés, dispose de pictogrammes de danger pour localiser les zones à risque en termes de matières dangereuses (cuve à gasoil, atelier mécanique, aire de dépollution des VHU et stockage GNR).</p> <p>Le plan « Zones danger et ATEX » (document CONS 19 B, mis à jour le 30/09/2019) représente les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion, à partir de pictogrammes mais également d'indications telles que, dans la zone de platinage à proximité de l'aire de dépollution VHU, la présence de stock de bouteille de propane et GPL.</p> <p>Le contrôle terrain réalisé par sondage à l'aide des deux plans susmentionnés, montre une cohérence dans la localisation entre le plan et :</p> <ul style="list-style-type: none">• les différentes zones d'activités sondée (stockage GNR, aire de dépollution VHU, stockage des déchets en bennes, en vrac ou fûts, aire de chalumage, la zone de cisaille, le broyeur, la cuve gasoil, le courant FOUCAULT, l'atelier mécanique et le débourbeur),• les différents affichages de danger relevés par sondage (zone de stockage GNR, aire de dépollution VHU, la cuve gasoil, le courant foucault et l'atelier mécanique). <p>Entre les deux entrées du site (accès site et accès bureaux/accueil) et au niveau de l'accueil, des panneaux d'affichage avec les consignes générales de sécurité sont présents (port des EPI obligatoires et diverses interdictions comme l'interdiction de fumer sur le site).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Consignes d'exploitation et de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation et de sécurité
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : -l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ; -les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; -les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; -les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; -les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ; -la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ; -l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ; -l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
Constats : L'exploitant a présenté le formulaire des consignes de sécurité des nouveaux arrivants ou intérimaires (document CONS 39 B, mis à jour le 07/10/2022) dont le sommaire se déroule ainsi : <ol style="list-style-type: none">1. Présentation de notre entreprise2. Consignes pour la circulation dans l'entreprise3. Conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident4. Risques chimiques5. Risque ATEX6. Risques liés à la manutention manuelle7. Risques liés au bruit8. Obligations et interdictions9. Aspects environnementaux10. Validation / évaluation d'intégration L'inspection a consulté dans ce formulaire le volet « Consignes de sécurité au poste de travail - Poste : Broyeur » dans lequel si un incendie sur un convoyeur survient la consigne est la suivante « <i>Ne pas toucher les lignes de vie et arrêter d'urgence le tri, quitter immédiatement son poste</i> » ; Cette même consigne fait état des interdictions telles que l'« <i>interdiction de fumer sur son poste de travail et/ou en dehors des zones fumeurs</i> ». Dans ce formulaire, une consigne « Alerter » (document CONS 14 C mis à jour le 29/06/2023) précise la procédure d'alerte avec les numéros des pompiers, de l'accueil et des responsables du site. Cette consigne est également affichée sur le site. L'inspection a pu le constater par sondage à l'aire de dépollution des VHU, à l'entrée de la zone courant de Foucault, dans l'atelier mécanique et à l'accueil. Les consignes de sécurité liées à l'utilisation du chalumeau a également été présentée (document

CONS 24 A mis à jour le 02/08/2016).

L'exploitant a également présenté le guide d'urgence pour la direction (document CONS 01 B mis à jour le 29/06/2023) qui définit les modalités d'intervention en cas d'urgence afin de limiter les risques pour l'environnement, pour la sécurité du personnel et des biens du site de Monteux. Dans ce guide, l'inspection a pu constater la présence, notamment d'une fiche Incendie où le confinement des eaux d'extinction est détaillé avec la coupure de la pompe d'alimentation du séparateur. L'arrêt d'urgence est bien mentionné sur le plan nommé « Extincteurs / RIA & PIA » (document CONS 22 A mis à jour le 22/02/2023).

Dans ce même guide, l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident est bien mentionné avec un paragraphe dédié sur la conduite à tenir dans ce cas.

L'exploitant dispose de nombreuses consignes de sécurité. Les consignes susmentionnées visualisées en séance sont assez complètes et permettent à l'exploitant de réagir rapidement en cas de sinistre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Documents de l'installation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60

Thème(s) : Risques accidentels, Plans et documents

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour les documents suivants :

- les plans, en particulier, pour les installations concernées ;
- les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des interrupteurs ou arrêts d'urgence prévus au point B de l'article 66 ainsi que des moyens de protection incendie ;
- le plan des réseaux, en particulier le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les tuyauteries ;
- le plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux incendie, ainsi que, le cas échéant, l'implantation des dispositifs de déclenchement ou obturation et dispositifs de limitation de propagation de sinistre ;
- le plan des tuyauteries contenant des matières dangereuses prévu à l'article 25. V. E ;
- le plan d'implantation des détecteurs prévus à l'article 55 du présent arrêté ;
- le plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie et d'intervention prévus à l'article 68 du présent arrêté ;

[...]

Constats :

L'exploitant a présenté les plans suivants :

- le plan dénommé « Plan du parc » (document CONS 43 B, mis à jour le 10/10/2024). Ce plan, qui représente les différentes zones de travail du site ainsi que les différents déchets stockés, dispose de pictogrammes de danger pour localiser les zones à risque en termes de matières dangereuses (cuve à gasoil, atelier mécanique, aire de dépollution des VHU et stockage GNR),
- le plan dénommé « Zones danger et ATEX » (document CONS 19 B, mis à jour le 30/09/2019) qui représente les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion, à partir de pictogrammes mais également d'indications telles que, dans la zone de platinage, la présence de stock de bouteille de propane et GPL,

- le plan dénommé « plan Réseau eaux usées et potable » (CONS 47 C, mis à jour le 30/09/2024) qui représente schématiquement l'alimentation des points d'eau ainsi que le positionnement de l'arrêt d'urgence « vanne de barrage » qui isole les eaux d'extinction incendie dans le réseau pluvial du site.
- le plan dénommé «Extincteurs/ RIA & PIA» (CONS 22 A, mis à jour le 22/02/2023) qui représente l'implantation des extincteurs, RIA et PIA, sur le site ainsi que l'arrêt d'urgence « vanne de barrage » susmentionné.
- le plan dénommé « plan des moyens automatiques d'extinction» (CONS 81 A, mis à jour le 30/09/2024) qui représente la zone sprinkler du local « stock refus d'induction et RB légers » (RB : Résidus de Broyage) et le FIRETRENX de l'armoire électrique du broyeur,
- le plan dénommé « Réseau électrique » (CONS 21-B-Plan Parc RÉSEAU ÉLECTRIQUE).

Il est à noter que le nombre d'extincteurs présents sur le plan et sur le site témoigne d'une volonté de l'exploitant de prévenir au maximum le risque incendie (RETEX d'un incendie conséquent survenu en mars 2012).

L'exploitant ne dispose pas sur son site de tuyauteries contenant des matières dangereuses.

Par contre, l'exploitant ne dispose pas d'un plan d'implantation des détecteurs thermique. Il dispose d'un système de télésurveillance couplé à de la détection thermique : présence 7 caméras de surveillance classique et de 5 caméras thermiques (face au broyeur, dans l'atelier mécanique, dans la zone « stock refus d'induction et RB Légers », face au tas de ferraille côté bascule et côté voie ferrée). L'inspection a demandé à l'exploitant de réaliser le plan d'implantation de ces détecteurs.

Sur le terrain, l'implantation des équipements et moyens de lutte contre l'incendie ainsi que les dates de vérification pour certains ont été contrôlées par sondage dans les différentes zones d'activités suivantes :

- l'aire de dépollution VHU : secteur où emplacement de 4 extincteurs portatifs, d'un extincteur sur roue et d'un RIA avec la présence du panneau de signalisation rectangulaire de couleur rouge adéquate pour chacun. La vérification du RIA a été fait par EUROFEU en mars 2024,
- le débourbeur : secteur où emplacement de 1 extincteur portatif ABC avec la présence du panneau de signalisation rectangulaire de couleur rouge adéquate pour chacun. La vérification du RIA a été fait par EUROFEU en mars 2024,
- l'aire de challumage/stockage gaz : présence du RIA avec la signalisation rectangulaire de couleur rouge adéquate . La vérification du RIA a été fait par EUROFEU en mars 2024,
- l'atelier mécanique : présence du RIA avec la signalisation rectangulaire de couleur rouge adéquate. La vérification du RIA a été fait par EUROFEU en mars 2024. Les deux extincteurs sondés à côté du RIA ont été vérifiés par EUROFEU en avril 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre un plan d'implantation des caméras couplées à de la détection thermique prévu à l'article 55 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Moyens d'intervention en cas d'accident.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, Procédures de contrôle et de maintenance
Prescription contrôlée : <p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p> <p>L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.</p>
Constats : <p>L'exploitant a présenté le registre de sécurité avec :</p> <ul style="list-style-type: none">la vérification annuelle des extincteurs réalisée par EUROFEU le 05/09/2024. Le Q4 « CR de vérification périodique par EUROFEU Services en date du 29/09/2024 a été présenté et il dispose de la mention « conforme ». Par sondage, l'année 2021 a été contrôlée par l'inspection avec un Q4 « CR de vérification périodique par EUROFEU Services en date du 08/07/2021 « conforme »,la vérification des installations de désenfumage par EUROFEU solutions en date du 16/05/2024,la vérification du système d'alarme incendie par EUROFEU le 23/11/2023 avec la mention « Bon fonctionnement ». <p>Par ailleurs, l'exploitant a mis en place un tableau de suivi de surveillance des vérifications réglementaires. Ce tableau, intitulé « ENR 06A - Plan de surveillance mesurage », a été présenté à l'inspection. Il dispose d'un onglet par année avec plusieurs thématiques telles que « réseau électrique, formation, contrôle réglementaire, etc. ». La thématique incendie a été présentée avec une ligne de suivi de la périodicité des contrôles réglementaires pour les extincteurs et RIA.</p> <p>Toute anomalie génère une ligne dans le document dédié aux plans d'action n° « ENR 19A enregistrement NC, AC AP » (NC pour Non Conforme, AC pour Action Corrective et AP pour Action Préventive). Ces actions sont reportées dans le document « Plan de surveillance mesurage n° « ENR 06A ».</p> <p>Pour exemple, une ligne plan d'action qui concernait l'incendie du 29/07/2023 a été contrôlée. Il s'agissait de :</p> <ol style="list-style-type: none">remplacer les extincteurs utilisés suite à l'incendie ,rajouter 2 extincteurs 50 kg. <p>Ces actions ont été soldées à la date du 27/09/2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Moyens d'intervention en cas d'accident.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des défaillances
Prescription contrôlée : En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.
Constats : En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant est en mesure de prévoir des extincteurs supplémentaires de 50 kg, voire d'arrêter des activités sur le site. Cette modalité d'organisation n'est cependant pas définie dans une procédure. L'inspection a demandé à l'exploitant de prévoir cette procédure qui formalise ses actions en cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit formaliser dans une procédure les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum : - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;

- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;
- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.

Constats :

L'exploitant dispose d'un plan de défense incendie (PDI) conformément à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023. Ce document a été présenté en séance. Il intègre notamment les différentes consignes du site en lien avec les éléments demandés dans le PDI, Par exemple, les consignes suivantes ont été consultés :

- le schéma d'alerte,
- « Alerter » (document CONS 14 C mis à jour le 29/06/2023),
- « Fiche d'instruction évacuation incendie » (document CONS 76 A) en page 6/24 du PDI.

Les attestations de conformité des moyens automatiques de protection contre l'incendie ne sont pas présents dans le PDI mais sont bien disponibles sur le site comme contrôlé dans le point de contrôle n°4. **L'exploitant doit inclure ces attestations dans le PDI.**

Par manque de temps, l'inspection n'a pas pu contrôler le point suivant : « *les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité (FDS) et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler* ».

L'exploitant a toutefois précisé en séance que les FDS sont présentes à l'atelier mécanique.

L'exploitant doit compléter son PDI avec les éléments susmentionnés.

Concernant les 2 derniers éléments à intégrer dans le PDI (localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir, et la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion), ils sont en cours de réalisation (échéance au 01 janvier 2025 et 2026).

L'exploitant a interrogé l'inspection sur ces deux derniers points qui ne sont pas suffisamment clairs pour lui. Il a été conseillé à l'exploitant d'envoyer un mail sur ses interrogations pour transmission au service régional qui devrait lui apporter une réponse.

Enfin concernant la transmission du PDI aux services d'incendie et de secours, l'exploitant a précisé avoir présenté le document au représentant du SDIS d'Avignon contre signature pour attester de la remise de ce document (Document PLAN DE DÉFENSE CONTRE L'INCENDIE - version 1 - juin 2024). Ce dernier n'a pas été signé car le SDIS d'Avignon s'interroge sur le secteur (Avignon ou Carpentras) qui doit recevoir ce PDI. L'exploitant est donc en attente pour transmettre le PDI aux services d'incendie et de secours dédiés.

Le PDI est présent dans les bureaux administratifs situés dans le bâtiment d'accueil du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit compléter son plan de défense incendie en intégrant les éléments manquants exigés à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22/12/2023 , à savoir :

- les attestations de conformité des moyens automatiques de protection contre l'incendie,
- *« les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité (FDS) et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ».*

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Maîtrise des sinistres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des sinistres

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.

Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.

Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des

entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.

Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.

Constats :

L'exploitant déclare réaliser un exercice incendie tous les 6 mois.

Par sondage, les comptes-rendus des derniers exercices réalisés ont été consultés en date du :

- 07/12/2023 : réalisation d'un exercice avec simulation d'un incendie dans le tas de ferraille situé près de la zone VHU (temps d'évacuation : 5 minutes et 23 secondes)
- 05 juillet 2024 : réalisation d'un exercice avec simulation d'un incendie localisé à l'atelier de maintenance mécanique sur un moyen de chauffage (temps d'évacuation : 5 minutes et 59 secondes)

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. En effet, l'exploitant met en place un plan de prévention lors d'opérations à réaliser sur le site (document ENR 24B intitulé Plan de prévention simplifié de 14 pages). Ce plan de prévention rappelle notamment en page 7 les consignes de sécurité à respecter sur le site. De même, l'exploitant délivre, si nécessaire, un permis de feu (document ENR 25 A intitulé PERMIS DE FEU).

Les plans de prévention en date du 19/04/2024 (agrandissement du bungalow du bureau et de la réception/basculé) et du 31/05/2024 (maintenance et dépannage électrique des transformateurs cisaille, broyeur et du poste de livraison) ont été présentés ainsi que le permis de feu en date du 25/04/2024 (travaux de soudure).

L'exploitant déclare dispenser une formation incendie à son personnel tous les deux ans (formation initiale et recyclage). Lors de ces formations, les consignes ATEX sont abordées. Les feuilles d'émargements attestant de ces formations en date du 22/02/2024 et du 14/03/2024 ont été présentés à l'inspection.

De plus, l'exploitant a réalisé en octobre 2016 une formation spécifique ATEX (feuille d'émargement présenté à l'inspection).

Le dernier paragraphe du présent point de contrôle n'a pas pu être vérifié en raison du temps imparti et du nombre de prescriptions antérieures à contrôler.

Type de suites proposées : Sans suite